

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4295

[S — C — 2002/29552]

3 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 96 y inséré par la loi spéciale du 8 août 1998;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, notamment les articles 11, 13 et 20;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000 et 18 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000 et 18 décembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mai 2002;

Vu le protocole n° 262 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 27 juin 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 juillet 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois ou, à défaut d'avis rendu dans ledit délai, dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Considérant que la situation de l'informatique en Communauté française est actuellement particulièrement critique alors même que des chantiers essentiels doivent être menés;

Considérant que la situation du personnel, dans l'attente de son transfert vers l'entreprise publique, devient chaque jour plus difficile, tant moralement que matériellement;

Considérant que les développements des programmes de gestion des ressources humaines (GRH) sont actuellement en attente de décisions stratégiques dans leurs aspects fonctionnels et technologiques, qu'ils concernent le paiement de 120.000 enseignants et qu'ils feront partie des missions de l'ETNIC;

Considérant que la réponse la plus appropriée doit être apportée par la Communauté française à l'accélération constante des mutations technologiques;

Considérant l'absence d'avis rendu par le Conseil d'Etat endéans le délai d'un mois et la nécessité de substituer, vu l'urgence, à la demande initiale d'avis une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 13 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 octobre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, ci-après dénommée l'Entreprise.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 2. Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux agents de l'Entreprise.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit aux agents visés à l'article 1^{er}, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application aux agents visés à l'article 1^{er}, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots « Agents des Services du Gouvernement » qui figurent dans celles-ci, les mots « Agents de l'Entreprise ».

CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement*

Art. 3. L'article 1^{er} doit se lire comme suit :

« Article 1^{er}. La qualité d'agent de l'Entreprise est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif ».

Art. 4. L'article 2 doit se lire comme suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Chaque agent est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe 2 au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre de l'Entreprise et qui correspond à ce grade.

§ 2. Les grades sont répartis en rangs dont le nombre, pour chacun des niveaux, est fixé comme suit :

1. au niveau 1 : six rangs désignés par les numéros 10 à 12, 12 +, 15 et 16 +;

2. au niveau 2+ : trois rangs désignés par les numéros 25 à 27;

3. au niveau 2 : trois rangs désignés par les numéros 20 à 22;

4. au niveau 3 : trois rangs désignés par les numéros 30 à 32.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

§ 3. Le niveau 1 est subdivisé en trois catégories : les fonctionnaires généraux, le personnel administratif et le personnel expert.

Les niveaux 2 +, 2 et 3 comportent une seule catégorie : le personnel administratif.

§ 4. Le rang 12 + est un rang fonctionnel exclusivement accessible par désignation temporaire sur la base d'un profil de fonction correspondant à la direction d'un projet informatique. »

Art. 5. L'article 3 doit se lire comme suit :

« Art. 3. Les fonctionnaires généraux sont désignés à titre temporaire par le Gouvernement conformément aux articles 14 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française (...) créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française et instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

Les agents des rangs 12 à 30 sont nommés par le Bureau.

Sur proposition du fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise, le bureau procède par décision motivée aux désignations visées au § 4 de l'article 2. »

Art. 6. A l'article 5, les mots « ainsi que les agents titulaires d'un grade classé au rang 12 » doivent se lire comme suit :

« ainsi que les agents exerçant leurs fonctions au rang 12+ et les agents titulaires d'un grade classé au rang 12. »

Art. 7. L'article 6 doit se lire comme suit :

« Art. 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents exerçant un mandat et titulaires d'un grade classé aux rangs 16 + ou 15. »

Art. 8. Les articles 7 à 10 ne sont pas applicables.

Art. 9. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Art. 11. Il existe, au sein de l'Entreprise, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16 + et 15 ainsi que, sur désignation de ceux-ci, d'un maximum de trois chefs de projet ayant voix consultative. »

Art. 10. L'article 12 n'est pas applicable.

Art. 11. L'article 16 doit se lire comme suit :

« Art. 16. Le Bureau peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir, par recrutement. »

Art. 12. L'article 17 n'est pas applicable.

Art. 13. A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel l'instance qui se porte garante de la sélection a mis les intéressés à la disposition de l'Entreprise. »

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, de l'administrateur général. Il effectue son stage conformément à l'article 24. »

Art. 14. L'article 23 doit se lire comme suit :

« Art. 23. § 1^{er}. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :

— de l'administrateur général;

— du supérieur hiérarchique immédiat de rang 15 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

Un maître de stage est désigné par le Bureau, parmi les agents de l'Entreprise titulaires d'un grade de rang 10 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement. »

Art. 15. L'article 28 doit se lire comme suit :

« Art. 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1^o, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité d'agent, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre de l'Entreprise. »

Art. 16. A l'article 29, l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé à l'Entreprise par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage. »

Art. 17. L'article 37 doit se lire comme suit :

« Art. 37. Sauf en ce qui concerne la promotion en carrière plane, le Bureau peut déclarer vacant tout emploi dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion, par classement de catégorie, par transfert ou par mutation. »

Art. 18. L'article 39 n'est applicable ni aux fonctionnaires généraux ni à l'exercice de fonctions au rang 12 +.

Art. 19. Les articles 46 à 53 ne sont pas applicables.

Art. 20. L'article 70 doit se lire comme suit :

« Art. 70. Il est publié annuellement une liste nominative des agents et membres du personnel contractuel de l'Entreprise mentionnant leur niveau, leurs anciennetés administratives, leur catégorie, leur date de naissance ainsi que l'échelle de traitement qui leur est attribuée.

La liste nominative visée à l'alinéa précédent porte également mention, pour les agents, de leurs rang et brade.

Pour les agents et membres du personnel contractuel exerçant des fonctions informatiques, elle porte en outre mention (le la classe dont relève leur fonction et, lorsque cette fonction relève de la classe A, du rang 124 qui s'y attache. »

Art. 21. L'article 71 doit se lire comme suit :

« Art. 71. Il est publié un organigramme de l'Entreprise reprenant sa structure, avec indication des responsables. Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure de l'Entreprise. »

Art. 22. L'article 72 n'est pas applicable.

Art. 23. A l'article 88, les mots « le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins » doivent se lire comme suit :

« le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins ou, selon le cas, le membre du personnel exerçant ses fonctions au rang 12 +. »

Art. 24. Les articles 94 à 98 ne sont pas applicables.

Art. 25. A l'article 103, § 1^{er}, les mots « titulaire d'un grade du rang 12 au moins » doivent se lire comme suit : « titulaire d'un grade du rang 12 ou exerçant ses fonctions au rang 12 + au moins. »

Art. 26. L'article 106 doit se lire comme suit :

« Art. 106. Il est institué une Chambre de recours de l'Entreprise, compétente pour les agents de l'Entreprise, à l'exception des fonctionnaires généraux. »

Art. 27. A l'article 107, le paragraphe 4 doit se lire comme suit :

« Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement, assument les mêmes fonction au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106. »

Dans le même article, le paragraphe 5 doit se lire comme suit :

« Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives représentées au Comité de négociation de secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents de l'Entreprise, âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de cinq ans. A défaut d'agent remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable où d'une mention d'évaluation réservée. »

Art. 28. Le Titre XIII doit se lire comme suit :

« TITRE XIII. — Des fonctions informatiques

Art. 119. Les fonctions visées à l'article 11, § 1^{er}, second alinéa du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française sont définies à partir d'intitulés de profil classés comme suit :

Classe A

Chef de projet
Chef de projet fonctionnel
Chef de projet base de données
Chef de projet budgétaire
Chef de projet serveurs départementaux
Chef de projet serveurs centraux
Chef de projet télécommunications
Chef de projet études statistiques
Chef de projet exploitation statistiques
Chef de projet sécurité
Chef de projet web
Chef de projet paie
Chef de projet gestion
Chef de projet saisie de données

Classe B

Analyste
Analyste aux relations extérieures
Analyste réseaux et télécommunications
Analyste veille technologique
Analyste pour la téléphonie
Analyste outsourcing et cyber-écoles
Analyste exploitation statistiques
Analyste études statistiques
Analyste marchés publics et achats
Analyste métiers (business analyste)
Analyste qualité
Analyste paie
Analyste fonctionnel
Analyste sécurité
Analyste web
Analyste res et télécom serveurs centraux
Analyste saisie de données

Classe C

Analyste-programmeur
Analyste-programmeur base de données
Analyste-programmeur systèmes départementaux
Analyste-programmeur systèmes centraux
Analyste-programmeur paie
Analyste-programmeur fonctionnel
Analyste-programmeur budget
Analyste-programmeur réseau et télécoms
Analyste-programmeur exploitation statistique
Analyste-programmeur études statistiques
Analyste-programmeur téléphonie
Analyste-programmeur web

Classe D

Programmeur
Programmeur d'exploitation
Correspondant informatique
Programmeur paie
Programmeur web
Programmeur fonctionnel
Programmeur réseau et télécoms
Programmeur téléphonie

Classe E

Opérateur
Opérateur systèmes centraux
Opérateur systèmes décentralisés
Opérateur réseaux et télécommunications

Toute définition d'un profil privilégie la description concrète de la compétence à exercer ainsi que les objectifs à atteindre, précise nécessairement la place de la tâche correspondante dans la structure ainsi que sa vocation à être temporaire ou permanente et, s'il échet, détermine l'importance relative, pour l'attribution de l'emploi, des critères de la formation initiale et de l'expérience dans le domaine considéré.

La décision de procéder à tout engagement en vue de pourvoir à ces fonctions fait l'objet d'une publicité. »

Art. 29. L'article 133 n'est pas applicable.

Art. 30. A l'annexe I, le littéra « A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales » est remplacé par le littéra suivant :

« A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales

16 + Administrateur général ou Administratrice générale

15 Directeur général adjointe ou Directrice générale adjointe »

A la même annexe, la mention « 12 + Directeur de projet ou Directrice de projet » est insérée directement au-dessus de la mention « 12 Directeur ou Directrice ».

CHAPITRE III. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 31. L'article 28 doit se lire en étant complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux alinéas précédents, le traitement et ses augmentations intercalaires éventuelles sont, pour les membres du personnel relevant de la catégorie des fonctionnaires généraux, fixés conventionnellement dans les limites des montants minimum et maximum définissant, à l'annexe I,^{re} l'échelle de traitement attachée au grade concerné. »

Art. 32. L'article 30 doit se lire en étant complété comme suit :

Entre la mention

« Directeur général adjoint	150/1			»
-----------------------------	-------	--	--	---

et la mention

« Directeur	120/1	120/2	120/3	120/4 »
-------------	-------	-------	-------	---------

est insérée la mention

« Directeur de projet				120/4idp »
-----------------------	--	--	--	------------

Art. 33. Le Chapitre V doit se lire comme suit :

« CHAPITRE V. — *Des échelles de traitement attachées aux fonctions informatiques*

Art. 31. A chaque fonction informatique définie en application de l'article 119 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est attachée, compte tenu de la classe à laquelle elle appartient, l'échelle de traitement suivante :

Classe A	-	120/4idp;
Classe B	-	120/4i;
Classe C	-	110/4i;
Classe D	-	250/3i;
Classe E	-	250/3i.

Tout service effectif en rapport utile avec le profil de fonction correspondant à l'emploi en cause est nécessairement pris en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire. »

Art. 34. Pour les agents transférés à l'Entreprise et relevant de la catégorie expert, groupe de qualification 4, et de la catégorie administratif, groupe de qualification 3, l'annexe 1^{re} doit se lire comme suit :

Echelles du niveau 2 +

1. Echelles de base

	250/1i	251/1i	252/1i	260/1i
Minimum	16.035,62	16.704,93	17.388,19	18.071,45
Echelons	3 (1) x 306,78 13 (2) x 627,49	3 (1) x 306,78 13 (2) x 627,49	3 (1) x 306,78 13 (2) x 627,49	3 (1) x 306,78 13 (2) x 627,49

2. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3i, 251/3i, 252/3i et 260/3i sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.346,57.

3. Echelle de promotion

L'échelle 270/3i est constituée de l'échelle 260/3i augmentée d'un forfait de 5.270,84.

Echelles du niveau 1

1. Echelles de base

	100/1i	101/1i	102/1i	110/1i
Minimum	22.951,85	24.527,52	26.368,13	28.194,80
Echelons	3 (1) x 697,21 13 (2) x 1.073,70	3 (1) x 697,21 13 (2) x 1.073,70	3 (1) x 697,21 13 (2) x 1.073,70	3 (1) x 697,21 13 (2) x 1.073,70

2. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4i, 104/4i, 102/4i et 110/4i sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 6.274,81.

3. Echelle de promotion

	120/4i	120/4idp
Minimum	41.664,71	42.590,59
Echelons	11 (2) x 1.492,02	11(2) x 1.525,17

Pour les fonctionnaires généraux de l'Entreprise, la même annexe doit se lire comme suit :

Echelles des fonctionnaires généraux

	150/1i	161/1i
Minimum	40.000	50.000
Maximum	60.000	70.000

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 35. Pour les agents transférés vers l'Entreprise en application de l'article 20 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le § 3 de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française doit se lire comme suit :

« § 3. Le niveau 1 est subdivisé en trois catégories : les fonctionnaires généraux, le personnel administratif et le personnel expert.

Le niveau 2 + est subdivisé en deux catégories : le personnel administratif et le personnel spécialisé.

Les niveaux 2 et 3 sont subdivisés en trois catégories : le personnel administratif, le personnel technique et le personnel spécialisé. »

Art. 36. Par dérogation aux articles 26 et 27 du présent arrêté, la Chambre de recours des Services du Gouvernement instituée au sein du Ministère de la Communauté française en application de l'article 106 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est compétente pendant une période de trois ans débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour les agents visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Passé le délai de trois ans visé à l'alinéa précédent, la même Chambre de recours reste compétente aussi longtemps qu'une Chambre de recours propre à l'Entreprise n'a pas été instituée en application des articles 26 et 27 du présent arrêté.

Art. 37. Les agents qui bénéficient d'une des échelles de traitement visées à l'article 34 du présent arrêté ne peuvent recevoir aucune allocation complémentaire liée à l'exercice de fonctions informatiques.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 5 qui, en ce qu'il vise les fonctionnaires généraux, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française et instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

Art. 39. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 octobre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4295

[C — 2002/29552]

3 OKTOBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 96, er ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1998;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 11, 13 en 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 januari 1999, 23 november 2000 en 18 december 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 juni 1999, 23 november 2000 en 18 december 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op het protocol nr. 262 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 27 juni 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 11 juni 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand, of, als het advies niet binnen die termijn wordt uitgebracht, binnen een termijn van hoogstens drie dagen;

Overwegende dat de toestand van de informaticasector in de Franse Gemeenschap thans bijzonder kritiek is, terwijl onontbeerlijke opdrachten moeten worden ondernomen;

Overwegende dat de toestand van de personeelsleden, in afwachting van hun overgang naar het overheidsbedrijf, steeds moeilijker wordt, zowel op moreel als op materieel vlak;

Overwegende dat voor de ontwikkeling van de programma's inzake human resources management strategische beslissingen dienen te worden getroffen op functioneel en technologisch vlak, dat die programma's de bezoldiging van 120.000 leerkrachten betreffen en tot de opdrachten van het Overheidsbedrijf zullen behoren;

Overwegende dat door de Franse Gemeenschap het meest geschikte antwoord dient te worden gebracht op de zich steeds sneller ontwikkelende technologische veranderingen;

Overwegende dat de Raad van State geen advies binnen de termijn van één maand heeft uitgebracht en dat, gelet op de dringende noodzakelijkheid, de oorspronkelijke aanvraag om advies dient te worden vervangen door een aanvraag om advies te geven binnen een termijn van hoogstens drie dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 september 2002 met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 3 oktober 2002,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, hierna « het Bedrijf » genoemd.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Onder voorbehoud van de door dit besluit nader bepaalde regels, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing op de ambtenaren van het Bedrijf.

De bepalingen die de bepalingen van de besluiten bedoeld bij vorig lid wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege toepasselijk op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, behoudens als zij betrekking hebben op de bepalingen waarvoor de bij dit besluit bedoelde aanpassingsmaatregelen worden getroffen.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde regels op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, dienen de woorden « Ambtenaren van de Diensten van de Regering », die in deze voorkomen, te worden vervangen door de woorden « Ambtenaren van het Bedrijf ».

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 3. Artikel 1 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 1. De hoedanigheid van ambtenaar van het Bedrijf wordt toegekend aan ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewerkgesteld is ».

Art. 4. Artikel 2 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 2. § 1. Iedere ambtenaar wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage 2 bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformaties vastgesteld voor het Bedrijf die overeenstemt met deze graad.

§ 2. De graden worden onderverdeeld in rangen waarvan het aantal, voor elk niveau, wordt bepaald als volgt :

1° in niveau 1 : zes rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12, 12 +, 15 en 16 +;

2° in niveau 2 +: drie rangen aangeduid met de nummers 25 tot 27;

3° in niveau 2 : drie rangen aangeduid met de nummers 20 tot 22;

4° in niveau 3 : drie rangen aangeduid met de nummers 30 tot 32.

In elk niveau worden de rangen genummerd volgens de volgorde van hun hiërarchische waarde, met dien verstande dat het hoogste nummer overeenstemt met de hoogste rang.

§ 3. Niveau 1 wordt onderverdeeld in drie categorieën: de ambtenaren-generaal, het administratief personeel en het deskundig personeel.

De niveaus 2 +, 2 en 3 vormen één enkele categorie: het administratief personeel.

§ 4. Rang 12 + is een functionele rang die uitsluitend door tijdelijke aanstelling toegankelijk is op grond van een ambtsprofiel dat met de leiding van een informatica-project overeenstemt. »

Art. 5. Artikel 3 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 3. De ambtenaren-generaal worden door de Regering tijdelijk aangesteld overeenkomstig de artikelen 14 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap (...) tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor Openbaar Bestuur) in de Franse Gemeenschap en tot invoering van een stelsel van mandaten voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII.

De ambtenaren van de rangen 12 tot 30 worden door het Bureau benoemd.

Op de voordracht van de leidend ambtenaar van het Bedrijf, verricht het bureau bij een met redenen omklede beslissing de aanstellingen bedoeld in § 4 van artikel 2. »

Art. 6. In artikel 5 dienen de woorden « alsook de ambtenaren bekleed met een graad ingedeeld in rang 12 » te worden gelezen als volgt :

« alsook de ambtenaren die hun ambt in rang 12 + uitoefenen en de ambtenaren die titularis zijn van een graad ingedeeld in rang 12. »

Art. 7. Artikel 6 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren die een mandaat uitoefenen en die titularis zijn van een graad ingedeeld in de rangen 16 + of 15 ».

Art. 8. De artikelen 7 tot 10 zijn niet van toepassing.

Art. 9. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 11. Binnen het Bedrijf bestaat er een directieraad, die samengesteld is uit ambtenaren titularis van de graden ingedeeld in de rangen 16 + en 15 alsook, op aanstelling van die, uit maximaal drie projectleiders met een adviserende stem. »

Art. 10. Artikel 12 is niet van toepassing.

Art. 11. Artikel 16 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 16. Het Bureau kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien. »

Art. 12. Artikel 17 is niet van toepassing.

Art. 13. In artikel 19, dient lid 2 van paragraaf 1 te worden gelezen als volgt :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de voor de selectie instaaende instantie de betrokkenen ter beschikking van het Bedrijf heeft gesteld. »

In hetzelfde artikel dient paragraaf 2 te worden gelezen als volgt :

« De stagiair ressorteert, gedurende de periode van zijn stage, onder de administrateur-generaal. Hij verricht zijn stage overeenkomstig artikel 24. »

Art. 14. Artikel 23 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 23. § 1. De stage van de kandidaten voor de niveaus 1 en 2 + wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

— de administrateur-generaal;

— de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 15 onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Een stagemeester wordt door het Bureau benoemd onder de ambtenaren van het Bedrijf bekleed met een graad van ten minste rang 10 die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering. »

Art. 15. Artikel 28 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 28. In het in artikel 26, 1°, bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot ambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van het Bedrijf bestaat. »

Art. 16. In artikel 29, dient lid 2 te worden gelezen als volgt :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in het Bedrijf door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. »

Art. 17. Artikel 37 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 37. Behoudens wat de bevordering in een vlakke loopbaan betreft, kan het Bureau elke betrekking vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven ten einde er door bevordering, door verandering van categorie, door overdracht of door overplaatsing in te voorzien. »

Art. 18. Artikel 39 is noch op de ambtenaren-generaal noch op de uitoefening van ambten van rang 12 + van toepassing.

Art. 19. De artikelen 46 tot 53 zijn niet van toepassing.

Art. 20. Artikel 70 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 70. Jaarlijks wordt een naamlijst van de ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Bedrijf bekendgemaakt met vermelding van hun niveau, hun administratieve anciënniteit, hun categorie, hun geboortedatum alsook de weddeschaal die hun wordt toegekend.

De in vorig lid bedoelde naamlijst vermeldt eveneens, voor de ambtenaren, hun rang en hun graad.

Voor de ambtenaren en contractuele personeelsleden die een informatica-ambt uitoefenen, vermeldt ze bovendien de klasse waaronder hun ambt ressorteert en, als dit ambt onder klasse A ressorteert, de rang 12 + die ermee verband houdt. »

Art. 21. Artikel 71 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 71. Er wordt een organogram van het Bedrijf bekendgemaakt waarin zijn structuur, met vermelding van de verantwoordelijken, wordt opgenomen. Bij elke wijziging van de structuur van het Bedrijf wordt een nieuwe bekendmaking verricht. »

Art. 22. Artikel 72 is niet van toepassing.

Art. 23. In artikel 88, dienen de woorden « de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 » te worden gelezen als volgt :

« de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 of, naargelang van het geval, het personeelslid dat zijn ambt in rang 12 + uitoefent. »

Art. 24. De artikelen 94 tot 98 zijn niet van toepassing.

Art. 25. In artikel 103, § 1, dienen de woorden „, bekleed met een graad van ten minste rang 12 » te worden gelezen als volgt : »die bekleed is met een graad van rang 12 of die zijn ambt in ten minste rang 12 + uitoefent. »

Art. 26. Artikel 106 dient te worden gelezen als volgt :

« Er wordt een Raad van Beroep voor het Bedrijf ingesteld, die bevoegd is voor de ambtenaren van het Bedrijf, behalve de ambtenaren-generaal. »

Art. 27. In artikel 107 dient paragraaf 4 te worden gelezen als volgt :

« De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter waaruit de Raad van beroep bevoegd voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering samengesteld is, oefenen dezelfde functies uit binnen de Raad van beroep bedoeld in artikel 106. »

In hetzelfde artikel dient paragraaf 5 te worden gelezen als volgt :

« De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van één assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen.

De assessoren worden gekozen onder de ambtenaren van het Bedrijf, die ten minste 35 jaar oud zijn en vijf jaar dienstanciënniteit tellen. Bij gebrek aan ambtenaren die aan deze voorwaarde voldoen, kan ervan afgeweken worden. Zij mogen geen vermelding van ongunstige evaluatie noch een vermelding van evaluatie “met voorbehoud” hebben gekregen. »

Art. 28. Titel XIII dient te worden gelezen als volgt :

« TITEL XIII. — Informatica-ambten »

Art. 119. De ambten bedoeld in artikel 11, § 1, lid 2, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) worden bepaald op grond van benamingen van profielen die onderverdeeld zijn als volgt :

Klasse A

- Projectleider
- Functionele projectleider
- Projectleider database
- Projectleider begroting
- Projectleider departementale servers
- Projectleider centrale servers
- Projectleider telecommunicatie
- Projectleider statistische studies
- Projectleider exploitatie van de statistieken
- Projectleider veiligheid
- Projectleider web
- Projectleider bezoldiging

Projectleider beheer
Projectleider dataverwerving

Klasse B

Analist
Analist buitenlandse betrekkingen
Analist netwerken en telecommunicatie
Analist technologische wacht
Analist telefonie
Analist outsourcing en cyberschool
Analist exploitatie van de statistieken
Analist statistische studies
Analist overheidsopdrachten en aankopen
Analist beroepen (business analist)
Analist kwaliteit
Analist bezoldiging
Functionele analist
Analist veiligheid
Analist web
Analist res en telecom centrale servers
Analist dataverwerving

Klasse C

Analist-programmeur
Analist-programmeur database
Analist-programmeur departementale systemen
Analist-programmeur centrale systemen
Analist-programmeur bezoldiging
Functionele analist-programmeur
Analist-programmeur begroting
Analist-programmeur netwerk en telecom
Analist-programmeur exploitatie van de statistieken
Analist-programmeur statistische studies
Analist-programmeur telefonie
Analist-programmeur web

Klasse D

Programmeur
Exploitatieprogrammeur
Correspondent informatica
Programmeur bezoldiging
Programmeur web
Functionele programmeur
Programmeur netwerk en telecom
Programmeur telefonie

Klasse E

Operateur
Operateur centrale systemen
Operateur gedecentraliseerde systemen
Operateur netwerken en telecommunicatie

Art. 120. De inhoud van elk profiel dat bij toepassing van vorig artikel wordt vastgesteld, wordt door het Bureau bepaald op de voordracht van de Directieraad.

Bij elke bepaling van een profiel wordt de nadruk gelegd op de concrete omschrijving van de uit te oefenen bevoegdheid alsook de te bereiken doelstellingen, wordt noodzakelijk de plaats van de overeenstemmende taak in de structuur aangewezen en wordt bepaald of die bevoegdheid tijdelijk of vast is, en, in voorkomend geval, welke waarde het criterium « oorspronkelijke opleiding » en het criterium « ervaring op het betrokken gebied » in verhouding tot elkaar hebben.

De beslissing betreffende elke aanwerving om te voorzien in die ambten wordt bekendgemaakt. »

Art. 29. Artikel 133 is niet van toepassing.

Art. 30. In bijlage I, worden de woorden « A. Ambtenaren-generaal » vervangen door de volgende woorden :
« A. Ambtenaren-generaal

16 + Administrateur-generaal

15 Adjunct-directeur-generaal ».

In dezelfde bijlage, wordt de vermelding « 12 + Projectdirecteur » onmiddellijk boven de vermelding « 12 Directeur » ingevoegd.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 31. Artikel 28 wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van de vorige leden, worden de wedde en de eventuele tussentijdse verhogingen ervan, voor de personeelsleden die onder de categorie van de ambtenaren-generaal ressorteren, bij een overeenkomst vastgesteld binnen de perken van de minimum- en maximumbedragen die, in bijlage 1, de weddeschaal verbonden aan de betrokken graad uitmaken. »

Art. 32. Artikel 30 wordt aangevuld als volgt :

Tussen de vermelding

« Adjunct-directeur-generaal	150/1			«
------------------------------	-------	--	--	---

en de vermelding

« Directeur	120/1	120/2	120/3	120/4 »
-------------	-------	-------	-------	---------

wordt de vermelding

« Projectdirecteur				120/4idp »
--------------------	--	--	--	------------

ingevoegd.

Art. 33. Hoofdstuk V dient te worden gelezen als volgt :

« HOOFDSTUK V. — *Weddeschalen verbonden aan de informatica-ambten*

Art. 31. Aan elk informatica-ambt, bepaald met toepassing van artikel 119 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt, rekening houdend met de klasse waartoe het behoort, de volgende weddeschaal verbonden :

Klasse A	-	120/4idp;
Klasse B	-	120/4i;
Klasse C	-	110/4i;
Klasse D	-	250/3i;
Klasse E	-	250/3i.

Elke werkelijk gepresteerde dienst die een nuttig verband heeft met het profiel van het ambt dat met de betrokken betrekking overeenstemt, wordt noodzakelijk meegerekend voor de berekening van de geldelijke anciënniteit. »

Art. 34. Voor de ambtenaren die naar het Bedrijf worden overgedragen en ressorteren onder de categorie « deskundig, kwalificatiegroep 4 », en onder de categorie « administratief, kwalificatiegroep 3 », dient bijlage 1 te worden gelezen als volgt :

Schalen van niveau 2 +

1. Basisschalen

	250/1i	251/1i	252/1i	260/1i
Minimum	16.035,62	16.704,93	17.388,19	18.071,45
Trappen	3(1) x 306,78 13(2) x 627,49	3(1) x 306,78 13(2) x 627,49	3(1) x 306,78 13(2) x 627,49	3(1) x 306,78 13(2) x 627,49

2. Kwalificatieschalen 3

De schalen 250/3i, 251/3i, 252/3i en 260/3i worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 3.346,57.

3. Bevorderingsschaal

De schaal 270/3i wordt gevormd door de schaal 260/3i, verhoogd met een forfaitair bedrag van 5.270,84.

Schalen van niveau 1

1. Basisschalen

	100/1i	101/1i	102/1i	110/1i
Minimum	22.951,85	24.527,52	26.368,13	28.194,80
Trappen	3(1) x 697,21 13(2) x 1.073,70	3(1) x 697,21 13(2) x 1.073,70	3(1) x 697,21 13(2) x 1.073,70	3(1) x 697,21 13(2) x 1.073,70

2. Kwalificatieschalen 4

De schalen 100/4i, 101/4i, 102/4i en 110/4i worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met en forfaitair bedrag van 6.274,81.

3. Bevorderingsschaal

	120/4i	120/4idp
Minimum	41.664,71	42.590,59
Trappen	11(2) x 1.492,02	11(2) x 1.525,17 « .

Voor de ambtenaren-generaal van het Bedrijf dient dezelfde bijlage te worden gelezen als volgt :

Schalen van de ambtenaren-generaal

	150/1i	161/1i
Minimum	40.000	50.000
Trappen	60.000	70.000. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 35. Voor de ambtenaren die naar het Bedrijf worden overgedragen met toepassing van artikel 20 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, moet § 3 van artikel 2 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap te worden gelezen als volgt :

« § 3. Niveau 1 wordt onderverdeeld in drie categorieën : de ambtenaren-generaal, het administratief personeel en het deskundig personeel.

Niveau 2 + wordt onderverdeeld in twee categorieën : het administratief personeel en het gespecialiseerd personeel.

De niveaus 2 en 3 worden onderverdeeld in drie categorieën : het administratief personeel, het technisch personeel en het gespecialiseerd personeel. »

Art. 36. In afwijking van de artikelen 26 en 27 van dit besluit is de Raad van beroep van de Diensten van de Regering, ingesteld binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap bij toepassing van artikel 106 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, bevoegd gedurende een periode van drie jaar, die begint op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Nadat de periode van drie jaar bedoeld in vorig lid verstreken is, blijft dezelfde Raad van beroep bevoegd zolang een Raad van beroep die eigen is aan het Bedrijf niet wordt ingesteld met toepassing van de artikelen 26 en 27 van dit besluit.

Art. 37. De ambtenaren die één van de weddeschalen bedoeld in artikel 34 van dit besluit ontvangen, kunnen geen aanvullende toelage ontvangen die verbonden is aan de uitoefening van informatica-ambten.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5, dat betrekking heeft op de ambtenaren-generaal en in werking treedt op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering houdende de oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor Openbaar Bestuur) in de Franse Gemeenschap en tot invoering van een stelsel van mandaten voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren.

Art. 39. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 oktober 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE